



FORMULAIRE 4.5

FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF) RAPPORT DE FIN DU PROJET

PAYS: MADAGASCAR

PÉRIODE CONSIDÉRÉE: JANVIER 2015-JUILLET 2016

Intitulé du Programme & Numéro du Projet

Intitulé du Programme: PBSO surge support to Madagascar for preparation of Peacebuilding priority plan
Numéro du Programme (*le cas échéant*)
Numéro de référence du projet au MPTF (Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires):¹ 00094088-PBF/IRF-112: PBSO Surge to Madagascar

Entités participantes de l'ONU

Liste des entités ayant perçu des fonds directement du MPTF dans le cadre du Programme: Programme des Nations Unies pour le Développement x

Partenaires d'exécution

Liste des partenaires nationaux (gouvernement, privé, ONG et autres) et autres organisations internationales:
Ministère de l'Economie et du Plan

Budget du Programme/Project (en dollars US)

Contribution du PBF (par l'entité participante de l'ONU)
507 189 USD

Contribution gouvernementale
(*le cas échéant*)

Autres contributions
(donateurs) (*le cas échéant*)

TOTAL: 507.189 USD

Durée du Programme

Durée totale (<i>en mois</i>)	18 mois
Date de démarrage ² (<i>jour/mois/année</i>)	Février 2015
Date de fin prévue à l'origine ³ (<i>jour/mois/année</i>)	Juin 2015
Date de fin actuelle ⁴ (<i>jour/mois/année</i>)	Juillet 2016

¹ Le numéro de référence du projet inscrit au Bureau du MPTF est le même que celui figurant dans le Message de notification. Sur le site [MPTF Office GATEWAY](#), l'expression « Project ID3 » (Identité du Projet) est également utilisée.

² La date de démarrage est celle à laquelle a lieu le premier versement de fonds de la part du Bureau du MPTF, qui fait office d'Agent administratif. La date du versement figure sur le site [MPTF Office GATEWAY](#).

³ Conformément à l'approbation du descriptif de projet original par l'instance décisionnaire concernée/ou le Comité directeur.

⁴ S'il y a eu prolongation de la durée du projet, la date de fin révisée et approuvée doit figurer à cet endroit. À défaut d'approbation d'une extension du projet, la date de fin réelle est la même que la date de fin prévue à l'origine. La date de fin équivaut à la date de clôture opérationnelle – c'est-à-dire la date d'achèvement de l'ensemble des activités dont est chargée toute organisation participante dans le cadre du Plan MPTF ou du Programme conjoint approuvés.

Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours

Évaluation du rapport à mi-parcours - *veuillez joindre le document le cas échéant*

Oui Non Date:

Évaluation finale – *veuillez joindre le document le cas échéant*

Oui Non Date:

Rapport soumis par

Nom: Oana A. Mihai

Titre: Coordonnateur du Secrétariat technique du PBF

Organisation participante (principale):

Programme des Nations Unies pour le Développement

Courriel: oana.mihai@one.un.org

PARTIE 1 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES OBJECTIFS

1.1 Évaluation de l'état d'avancement et des objectifs du projet

Pour les projets PRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix), veuillez identifier les résultats souhaités et les indicateurs du Plan des Priorités auxquels ce projet a contribué:

Résultat(s) souhaité(s) du Plan des Priorités auxquels le projet a contribué. Au moment du développement du projet IRF Surge, Madagascar n'avait pas encore un plan prioritaire pour la consolidation de la Paix.

Indicateur(s) de résultat du Plan des Priorités auxquels le projet a contribué.

Non applicable

Tant pour les projets IRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement des interventions rapides) que pour les projets PRF, veuillez évaluer l'ensemble des objectifs atteints jusqu'à ce jour: conforme au plan

Tant pour les projets IRF que PRF, veuillez indiquer l'état d'avancement de chaque résultat en utilisant le tableau ci-dessous. Le tableau permet d'énumérer jusqu'à quatre résultats par projet.

Description du résultat 1:

1. Le staff du Secrétariat PBF et le Comité de pilotage sont en poste et sont entièrement opérationnels.

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: conforme au plan

<u>Indicateur 1:</u> Recrutement du staff	Niveau de référence: 0 Cible: 4 État d'avancement: 4
<u>Indicateur 2:</u> Loyer et équipement de bureau occupé par le Personnel du PBF	Niveau de référence: 0 Cible: 100% État d'avancement: 100%
<u>Indicateur 3:</u> Appui à l'organisation des ateliers de consultation avec les parties prenantes	Niveau de référence: aucun atelier Cible: Cinq ateliers État d'avancement: Tous les ateliers ont été réalisés

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

Produit 1: Recrutement du Staff PBF. Les procédures de sélection et recrutement ont été mises en œuvre, et le staff suivant a pu être recruté dans le cadre du projet : i. un conseiller international en Paix et développement ; ii. un coordonnateur International pour le Secrétariat technique du PBF ; iii. un chargé national de programme ; iv. un chargé national de Suivi-évaluation ; v. un assistant administratif et financier. Tout le staff mentionné supra a été inclus dans l'organigramme du bureau, et des formations spécifiques en matière de Consolidation de la Paix ont été dispensées.

Produit 2: Loyer et équipement de bureau. Le SecTec a reçu un bureau au sein de la Maison Commune UN, qui a été équipé en mobilier et matériel informatique. Un appui en fournitures de bureau a également été fourni à la cellule du Ministère de l'Economie qui est en charge de la coordination du PBF. Le paiement des frais de bureau a été effectué à temps.

Produit 3: Appui à l'organisation des ateliers de consultation avec les parties prenantes. Dans le cadre du développement du Plan Prioritaire et du lancement du PBF à Madagascar, plusieurs ateliers ont été organisés avec succès. Voir le résultat 2.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?

Ce résultat était principalement un résultat axé sur les questions logistiques et opérationnelles de recrutement du staff, d'établissement du bureau du PBF, et d'organisation des ateliers. Tous les produits ont été réalisés avec succès, et le staff recruté, formé et équipé.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)

Rien à signaler.

Description du résultat 2: Le plan prioritaire est développé à travers des analyses et consultations participatives

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: conforme au plan

<p><u>Indicateur 1:</u> Etablissement du Comité de pilotage</p>	<p>Niveau de référence: Pas de comité de pilotage Cible: Comité de pilotage fonctionnel État d'avancement: Cible atteinte</p>
<p><u>Indicateur 2:</u> Des ateliers consultatifs ou études sur le conflit et la consolidation de la paix effectuées</p>	<p>Niveau de référence: Pas d'études réalisées Cible: Etudes réalisées avant la fin de l'année État d'avancement: Trois domaines du PPCP ont été étudiés et fait sujet d'ateliers consultatifs.</p>
<p><u>Indicateur 3:</u> Elaborer et valider le Plan prioritaire avec son cadre de résultats indiquant clairement les indicateurs avec les données de références et cibles.</p>	<p>Niveau de référence: Pas de plan prioritaire Cible: Plan prioritaire validé et cadre de résultat partagé à PBSO pour validation Etat d'avancement: Plan prioritaire validé et cadre de résultat partagé au PBSO.</p>

<p><u>Indicateur 4:</u> Le processus de projectisation du plan prioritaire facilité et appuyé</p>	<p>Niveau de référence: Processus non entamé Cible: Processus réalisé à 100% pour le domaine 1 et 2; le domaine 3 attend la réalisation de l'étude anthropologique dans le Sud. État d'avancement: Cible atteinte partiellement.</p>
<p><u>Indicateur 5:</u> Appui à la mobilisation de ressources</p>	<p>Niveau de référence: Des actions de mobilisation de ressources entamées Cible: Etat d'avancement: cible atteinte partiellement</p>

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

Produit 1: Le Comité de pilotage a été établi, est fonctionnel et a pu réaliser ses missions : cinq réunions du Comité de pilotage ont approuvé un plan prioritaire, et deux projets (sur trois).

Produit 2: Huit ateliers consultatifs ou études sur le conflit et la consolidation de la paix effectués. Une étude anthropologique sur le sud en cours de lancement.

Produit 3: Plan prioritaire élaboré et validé, son cadre de résultat avec les indicateurs et données de références élaborés et partagés avec PBSO.

Produit 4: Elaboration et validation des deux projets conjoints pour le domaine 1 et 2 du plan prioritaire.

Produit 5: Des activités de mobilisation de ressources additionnelles ont été menées cette période.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?

Le résultat fixé dans le cadre ce projet IRF était de doter le pays d'un Plan Prioritaire pour la Consolidation de la Paix développé de manière participative et inclusive. En date du 12 novembre, un Plan Prioritaire pour la Consolidation de la Paix a été soumis officiellement par le Comité de Pilotage du PBF Madagascar au PBSO, qui a été approuvé fin décembre. Le processus d'élaboration du Plan a permis de lancer une discussion et des échanges plus systématiques et structurés sur les causes de l'instabilité à Madagascar.

Dans la mesure où la consolidation de la paix entend un changement des comportements des individus ou des institutions, et/ou un changement de perceptions, dans cette première phase du PBF à Madagascar, l'élaboration du plan prioritaire a pu dans une certaine mesure, changer certaines compétences et connaissances au niveaux des élites politiques, de la société civile et au niveau des politiques.

Premièrement, plusieurs ateliers et rencontres ont amené divers acteurs d'horizons divers ensemble. Le Secrétariat Technique avec plusieurs partenaires, comme SfCG, le Gouvernement malagasy, ACCORD, entre autres a pu organiser plusieurs ateliers pour développer le Plan Prioritaire. Un atelier a été organisé avec des représentants de la Société Civile, en coopération avec Search for Common Ground et

ACCORD (ONG Sud-Africaine). Un atelier de trois jours a été organisé avec une grande variété de parties prenantes, et a permis l'identification des causes de conflits, et des priorités en consolidation de la paix. Trois ateliers subséquents par domaine prioritaire ont été organisés et les participants ont identifié les approches programmatiques et les synergies pour la bonne gouvernance et la RSS. De plus, plusieurs appuis ponctuels ont été apportés au CTO-RSS (la structure qui coordonne le processus de la RSS), y compris un atelier du 31 août au 10 septembre 2016.

Ensuite, un Comité de Pilotage a été établi le 15 juin 2015. Il est placé sous la direction du Ministre de l'Economie et du Plan et du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies et est composé de neuf membres : deux Ministres (Affaires Etrangères et Population et Femmes), deux représentants des bailleurs de fonds (Union Africaine et USA), deux représentants de la Société Civile (dont au moins une représente les femmes), et un représentant du Système onusien (le représentant résident d'une agence onusienne). A noter que ce Comité de Pilotage comporte cinq femmes sur les neuf membres existants. Les termes de référence et règles de procédure du Comité, donnent la même voix à tous ses membres – Société Civile comme Ministères.

De plus, le Plan Prioritaire a identifié trois domaines stratégiques : la bonne gouvernance, la RSS et l'appui holistique à la Stabilisation du Sud. Lors des diverses réunions de haut niveau organisées par le leadership des Nations Unies, ces sujets ont été discutés avec les représentants des agences de développement et du corps diplomatique, surtout dans le cadre d'une coordination et coopération étroite. A noter que certaines conditionnalités d'octroi de prêts accordés au pays par les Institutions Financières de Bretton-Woods, ont été identifiées au sein des interventions du PBF (i.e. la réforme du Secteur de la Sécurité, la lutte efficace contre la corruption, l'intégrité de la justice, etc).

Le développement des projets PBF qui a été mené par les agences onusiennes avec les partenaires nationaux (institutionnels, société civile, groupes cibles telles que les femmes), a également permis une familiarisation des parties prenantes sur le sujet de la consolidation de la paix, ses tenants et aboutissants, ainsi que les pratiques en matière de changement.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?

Le projet a rencontré dans une certaine mesure des retards. Madagascar est un contexte où la consolidation de la paix est un concept nouveau. Pour l'élaboration du Plan Prioritaire, le Secrétariat a ambitionné d'adopter un processus de bas en haut (ou en cascade) : les causes des conflits ont été identifiées/confirmées, faisant suite à une priorisation des axes stratégiques pour apporter des réponses dans le sillage du PBF, et ensuite pour chaque axe stratégique, des résultats stratégiques et des objectifs spécifiques ont été identifiés et articulés dans un plan prioritaire.

Aussi, le staff onusien (et les partenaires nationaux) ne disposait pas des outils nécessaires pour mener rapidement l'analyse des conflits et la priorisation stratégique et programmatique. Il a fallu dans un premier temps renforcer les capacités de ces partenaires sur ces questions, afin de les doter d'outils pertinents pour qu'ils aient une valeur ajoutée dans le processus. Ensuite, Madagascar n'ayant pas souffert d'un conflit ouvert (mais de tensions et instabilité cyclique), cela a rendu l'exercice d'identification des causes structurelles des conflits, très laborieux.

Pour l'identification des projets et de leurs activités, un travail de fond a été mené avec les agences onusiennes et les partenaires nationaux, vu que deux projets conjoints ont été développés et cela a représenté des défis dans le développement des projets. Concernant l'appui au Sud, le Secrétariat a décidé de lancer une étude anthropologique plus approfondie, étant donné les résultats limités obtenus par les investissements de développement faits à ce jour.

1.2 Évaluation des données, risques, effets catalytiques, et de la question de la parité entre les sexes dans le cadre du projet durant la période considérée

<p><u>Données factuelles</u>: Quelles sont les données factuelles/ les preuves concrètes appuyant ce rapport et l'état d'avancement du projet? Des processus de consultation ou de validation concernant ce rapport ont-ils eu lieu? (1 000 lettres maximum)</p>	<p>Le Plan Prioritaire pour la Consolidation de la paix validé et signé Le bureau opérationnel du PBF Les PV des réunions du Comité de Pilotage Les documents de projets validés et signés (IDIRC et ARSSAM) Les documents financiers de clôture Les PV des réunions avec les PTF Les articles de journal.</p>
<p><u>Financement des déficits budgétaires</u>: Le projet a-t-il permis de combler les déficits budgétaires cruciaux liés au processus de consolidation de la paix dans le pays? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Oui, car le projet a permis d'établir le Secrétariat Technique du PBF, ainsi que Ce projet a permis de financer les salaires de Staff du Secrétariat technique, ainsi que de mener les analyses des conflits/tensions, et d'élaborer le Plan pour la Consolidation de la Paix. A travers les divers ateliers et consultations au sein du Comité de Pilotage, un débat franc et constructif a pu être lancé sur la consolidation de la paix. De plus, le projet a facilité la tenue des consultations sur la Consolidation de la paix dans les provinces du Sud, et a également permis de combler le besoin de financement relatifs à la préparation et tenue des deux ateliers sur la RSS.</p>
<p><u>Effets catalytiques</u>: Le projet a-t-il produit des effets catalytiques, soit en générant des engagements de fonds supplémentaires soit en créant directement des conditions propices à débloquent ou accélérer un processus de paix? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Sur le plan financier, Il est encore trop tôt pour déclarer des montants exacts, étant donné que plusieurs initiatives de cofinancement sont en cours d'étude. Des cofinancements ont pu être mobilisés pour la tenue des ateliers pour la RSS (avec l'Union Africaine, le Royaume du Luxembourg et la France).</p> <p>Sur le plan des politiques (<i>policies</i>) ce projet a permis d'attirer l'intérêt général sur les questions de paix à Madagascar. De manière générale, les aspects culturels du pays ne permettaient pas un débat ouvert sur les tensions et leurs causes ; à travers le PBF une introspection a pu être menée de manière candide et constructive.</p> <p>En dernier lieu, c'est dans le cadre de ce projet que la nécessité de trouver une solution plus durable à la question de l'instabilité du Sud a été abordée. En effet, le PBF est actuellement le seul bailleur qui a investi dans une étude anthropologique pour la stabilisation du Sud de Madagascar.</p>
<p><u>Gestion de risques/innovation</u>: Le projet a-t-il soutenu des activités innovatrices ou risquées dans le cadre d'une consolidation de la paix? Quelles étaient ces activités et quel a été le résultat obtenu? (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Vu que ce projet a soutenu la mise en place d'un secrétariat technique du PBF ainsi que la tenue des consultations et ateliers pour élaborer le Plan Prioritaire, l'innovation n'a pu se situer qu'au niveau des activités menées par le Secrétariat Technique. En premier lieu, la coopération et complémentarité politique</p>

	avec l'Union Africaine sur la question de la RSS, devrait être soulignée. De même, l'approche adoptée pour la question de l'insécurité dans le Sud – face aux crimes commis par les voleurs de zébu et au vu de l'opacité sur leur modus operandi, le projet a pris l'initiative de mener une étude anthropologique dans le Sud du pays, afin d'en identifier les causes profondes et les motivations de ces groupes armés, et d'en apporter une solution adaptée. Le PBF est le seul bailleur dans le pays ayant proposé cette approche et cette thématique sur l'insécurité.
<u>Note d'évaluation sur la parité entre les sexes</u> : La note d'évaluation sur la parité entre les sexes attribuée au début du projet est-elle toujours valable à la fin du projet? Le problème de la parité entre les sexes a-t-il été pris en compte d'une quelconque manière dans la mise en œuvre du projet? Expliquer brièvement. (1 500 lettres maximum)	La composition du Secrétariat Technique a tenu compte de la parité hommes/femmes. Le Coordonnateur du Secrétariat est une femme, et les collègues nationaux sont deux femmes et deux hommes. Dans le Plan Prioritaire, le rôle, position des femmes et ce qu'elles peuvent apporter à la consolidation de la paix ont longuement été étudiées. Aussi, dans un projet comme la RSS par exemple, l'approche aux violences conjugales et basées sur le genre ont été considérées (alors que de manière traditionnelle, le Plan National pour la RSS ne fait que mentionner brièvement ces aspects). De plus, il faudrait noter que le PBF est un des seuls bailleurs ayant pris le risque et ayant fait le plaidoyer pour augmenter le nombre de femmes dans les Forces de Défense et de Sécurité (Madagascar ayant un score particulièrement bas dans le groupe de la SADC pour la présence des femmes dans les FDS, avec parfois moins de 0,1 % des éléments actifs).

PART 2: ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET EXEMPLE D'ASPECT DU PROJET RÉUSSI

2.1 Enseignements tirés

Indiquer un minimum de trois enseignements clés tirés de la mise en œuvre du projet. Ceux-ci peuvent inclure des enseignements sur les thèmes liés directement au projet, à son processus de mise en œuvre ou encore à sa gestion.

Enseignement 1 (1 000 lettres maximum)	Le recrutement de personnel compétent en matière de consolidation de la paix peut parfois être complexe dans des environnements en apparence plus stables. Il est nécessaire de faire appel à des rosters, là où des rosters conjoints aux agences UN existent, pour identifier de bons candidats.
Enseignement 2 (1 000 lettres maximum)	La modalité de mise en œuvre des projets PBF (Secrétariat et PPCP) devrait toujours être en DIM (DEX) ; pour des questions de rapidité et de sensibilités programmatiques/politiques.
Enseignement 3 (1 000 lettres maximum)	La place donnée aux OSC dans le Comité de Pilotage, devrait être égale à celle des autres membres. Une attention particulière doit être accordée pour former ces représentants, ainsi que de leur donner une voix.

Enseignement 4 (1 000 lettres maximum)	L'implication forte du leadership onusien ne doit pas s'arrêter à la déclaration d'éligibilité du pays. Cette implication peut se faire à travers des communications du siège du PBSO, mais également à travers un appui fort du secrétariat qui devrait toujours faire un effort pour communiquer de manière continue et régulière avec le leadership de l'ONU dans le pays récipiendaire.
Enseignement 5 (1 000 lettres maximum)	L'appropriation nationale devrait être plus approchée comme un angle d'initiative : il a été noté que les activités proposées à l'initiative des partenaires nationaux, si cadrées dans un angle de consolidation de la paix, avaient plus de chances de réussir une mise en œuvre que des initiatives lancées par l'ONU seulement (selon les mandats). De même la complémentarité avec des organisations régionales (telles que l'Union Africaine) peut avoir une réelle valeur ajoutée sur des questions de réformes plus sensibles (politiques) pour le PBF.

2.2 Exemple d'aspect de projet réussi (OPTIONNEL)

Donner un exemple d'aspect de ce projet réussi pouvant figurer sur le site Internet de PBSO et dans la Newsletter ainsi que dans le Rapport Annuel sur la performance du Fonds. Veuillez indiquer, s'il vous plaît, les éléments et chiffres clés ainsi que les citations (3 000 lettres maximum).

N/A

PART 3 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DES PROCESSUS DE GESTION

3.1 Commentaires sur l'état général des allocations budgétaires

Veuillez indiquer si les dépenses liées au projet ont été en phase, en retard, ou en décalage avec les allocations budgétaires initialement prévues: conforme au plan.

Si les dépenses ont été en retard ou en décalage, veuillez expliquer brièvement (500 lettres maximum). Veuillez donner des progrès sur l'utilisation des fonds par résultat et produit.⁵

Numéro du produit	Titre du produit	Agence ONU récipiendaire	Budget approuvé	Budget dépensé	Commentaires sur l'état de dépense
Résultat 1: 1.Le staff du Secrétariat PBF et le Comité de pilotage sont en poste et sont entièrement opérationnels.					
Produit 1.1	Recrutement du staff	PNUD	275.000	258.521	Conforme au plan
Produit 1.2	Loyer et équipement de bureau occupé par le Personnel du PBF	PNUD	27.000	40.734	Non conforme au plan (Loyer plus cher que prévu)
Produit 1.3	Appui à l'organisation	PNUD	32.000	25.009	Conforme au plan

⁵ Veuillez noter que les informations financières sont préliminaires, en attendant la soumission du rapport financier annuel à l'Agent Administratif.

	des ateliers de consultation avec les parties prenantes				
Résultat 2: Appui à l'organisation des ateliers de consultation avec les parties prenantes					
Produit 2.1	Etablissement du Comité de pilotage	PNUD			Conforme au plan
Produit 2.2	Des ateliers consultatifs ou études sur le conflit et la consolidation de la paix effectués	PNUD	5.000 135.000	4.824 112.502	
Produit 2.3	Elaborer et valider le Plan prioritaire avec son cadre de résultats indiquant clairement les indicateurs avec les données de références et cibles	PNUD			
Produit 2.4	Le processus de projectisation du plan prioritaire facilité et appuyé	PNUD			
Produit 2.5	Appui à la mobilisation de ressources	PNUD			

3.2 Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre

Veillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l'efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérence avec d'autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d'appui, les quelconques activités de capacitation, l'utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veillez également mentionner les changements apportés au projet (quel type et quand) (2 000 lettres maximum):

Le processus de mise en œuvre du projet a été facilité par l'efficacité de la collaboration avec les parties prenantes notamment le Comité de Pilotage du FCP à Madagascar et le Programme des Nations Unies pour le Développement (agence récipiendaire). Ce projet IRF du fonds a aussi servi à accélérer le démarrage du lancement du Fonds à Madagascar. De plus, il a permis de mener des activités substantielles permettant de conduire à terme le développement du Plan Prioritaire pour la Consolidation de la Paix. Il est de mérite de souligner l'efficacité surtout avec la partie nationale qui a permis la facilitation de la phase de programmation du Fonds afin d'aboutir à la signature des documents de projets qui feront l'objet de financement dans le cadre du FCP. Par ailleurs, une bonne synergie avec les RUNOs est un point crucial qui mérite d'être mis en relief.